

Après les scandales de l'affaire Manouchian...

L'énigme du Service B

Il s'appelle Lucien Iltis. En 1944, il a livré le réseau de renseignement communiste en zone sud : cinq fusillés, cinq déportés. Son arrestation en 1946 provoque l'une des plus grandes purges de l'histoire du P.C.F. Depuis, c'est le silence officiel. Stéphane Courtois lève le voile

Le film de Mosco, « Des "terroristes" à la retraite » et la polémique qu'il a suscitée ont eu un grand mérite. Outre qu'il a donné à connaître et honoré la vie et la mort de résistants oubliés, il a fait comprendre aux Français que la Résistance n'est pas un phénomène lisse, homogène, transparent. La Résistance est le produit d'une époque de guerre, mondiale, secrète, politique, éthique. La Résistance est traversée de tensions, de contradictions, de conflits. Elle est parsemée d'« affaires » mystérieuses, mal élucidées ou encore inconnues. L'histoire du groupe Manouchian était l'une d'elles.

Dans un livre passionnant et remarquablement informé, « Service B », Roger Faligot et Rémi Kauffer nous éclairent pour la première fois sur le service de renseignement dépendant du P.C.F. pendant la guerre, l'un des réseaux d'espionnage les moins connus de la Seconde Guerre mondiale (1). Et ils soulèvent l'« affaire Iltis », qui commence à Lyon par un succès du chef de la Gestapo et tortionnaire de Jean Moulin, Klaus Barbie, et se termine par la

(1) Fayard, 98 F.

chute et la mort politique de l'un des chefs historiques du P.C.F., André Marty.

Samedi 13 mai 1944, Lyon : Puyo, dit Mérignac, commissaire technique de l'état-major des Francs-Tireurs et Partisans de zone sud (dit C.M.Z.), a rendez-vous avec Lucien Iltis, commissaire technique interrégional. Soudain, les hommes de la Gestapo s'emparent de lui. Klaus Barbie en sait assez, il lance un vaste coup de filet qui, en quelques jours, va décapiter la direction des F.T.P. en zone sud. Seuls quelques responsables passent au travers, dont Boris Guimpel, ancien des Brigades internationales, qui échappe au traquenard tendu par la police et, en dépit d'une balle dans le bras, réussit à se planquer. Au total, cinq fusillés, cinq déportés, et la résistance armée communiste complètement désorganisée à moins de trois semaines du Débarquement. Coup dur pour la Résistance. Triomphe de Barbie.

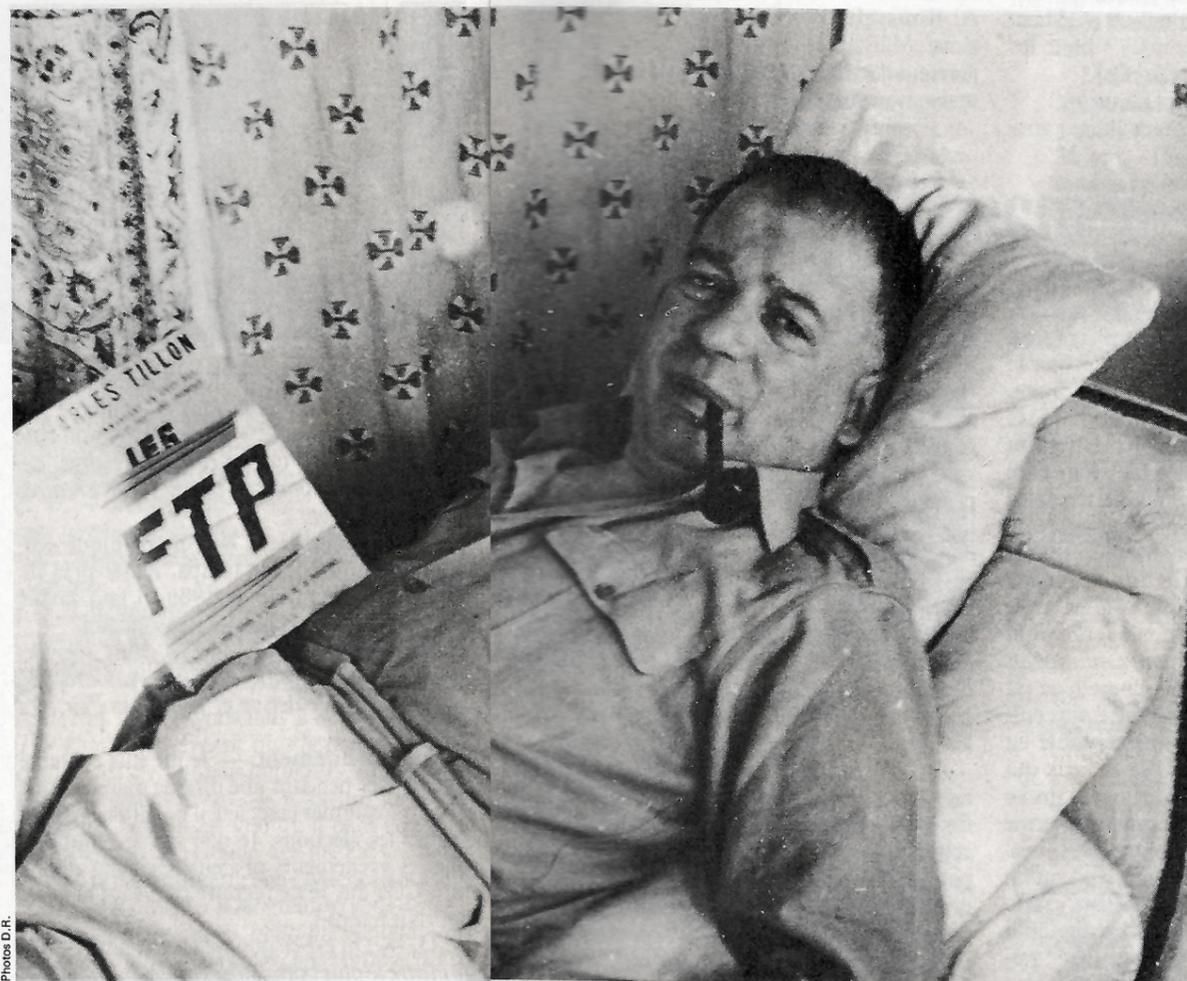
1945, Paris. André Marty, secrétaire du P.C.F., demande et obtient qu'une enquête soit ouverte sur la chute du C.M.Z.-zone sud. Il en charge Georges Beyer, beau-frère de Tillon et chef du service de renseignement du P.C.F. pendant la guerre, homme mystérieux en contact avec certains services soviétiques. Celui-ci lance un de ses hommes de confiance, André Teulery, sur la piste d'Iltis, qui a échappé aux arrestations de mai 1944. Piste bien facile à découvrir : Beyer sait qu'Iltis est adjudant-chef dans l'armée française d'occupation en Allemagne, agent auxiliaire de la Sûreté. Teulery le retrouve à Walmathingen, à quelques kilomètres de Constance. Mais Iltis se défend et nie toute responsabilité dans la chute du C.M.Z. ; on le laisse donc tranquille. Pourtant, il est arrêté le 29 novembre 1946.

A partir de là, tout se brouille. Dès le 12 décembre, Manon Guimpel, la femme de « Bob » Guimpel, arrêtée et déportée après la fuite de son mari, porte plainte et accuse Iltis d'« intelligence avec l'ennemi, haute trahison, dénonciation ». Curieusement, « l'Humanité » se tait et ne souffle mot de l'arrestation d'Iltis.

Octobre 1948. Comme rien ne bouge dans l'affaire Iltis, les anciens F.T.P. décident de crever l'abcès : leur journal, « France d'abord », publie le 4 novembre un long article

étalant l'affaire. Sacré pavé dans la mare, qui provoque une réaction en chaîne inattendue : 1^{er} mars 1949, Teulery est inculpé d'espionnage au service de l'Est ; le P.C.F. le lâche mais suit son cas avec attention, grâce à des militants très spéciaux, inspecteurs communistes infiltrés au sein même de la D.S.T. ; verdict : cinq ans de prison. Out Teulery !

Février 1950, XII^e congrès du P.C.F. à Gennevilliers : Beyer est débarqué du comité central. Mai 1952 : il est contraint par la section des cadres du P.C. de se faire le principal accusateur dans l'affaire Marty-Tillon. Out Beyer !



● **Directive de Staline : « Réduire le rôle du Parti dans l'insurrection en laissant les Alliés assumer les combats pour la pacification du territoire »**

Boris Guimpel, membre du Service B et responsable de l'état-major des F.T.P. en zone sud

Septembre 1952 : Marty, qui a demandé l'enquête sur Iltis, et Tillon sont déchargés de toutes leurs responsabilités à la direction communiste. Marty sera rapidement exclu du Parti, stigmatisé du qualificatif infamant de « policier ». Out Marty !

Qu'y avait-il donc sous l'affaire Iltis pour qu'elle provoquât la chute de Teulery, Beyer et Marty ? Et d'abord, qui était Lucien Iltis ?

Il se prétendait alsacien... en réalité il est allemand, né à Mannheim en 1903. Membre du Parti communiste allemand dès 1926, il a été envoyé à Moscou en 1929-1930 pour suivre les cours de l'Ecole Lénine au titre... d'officier de l'armée rouge. Lorsque le P.C. allemand s'effondre en 1933 sous les coups de la Gestapo, Iltis est versé dans le Parti autrichien. Fin 1934, il arrive en Alsace. Par arrêté, ce cadre chevronné de l'appareil secret du Komintern obtient la nationalité française et devient rapidement le rédacteur en chef du quotidien communiste « l'Humanité d'Alsace et de Lorraine ».

1940 : Iltis, mobilisé dans l'armée française, est fait prisonnier par les Allemands ; relâché en tant qu'Alsacien, il retourne à Strasbourg où il reprend ses activités communistes. Repéré par la Gestapo, il est arrêté ; la prise semble d'importance puisqu'on le transfère au début de 1941 à Berlin au siège du Bureau de la Sécurité du Reich, qui supervise tous les services de police. Là, il accepte de travailler pour la Gestapo sous les ordres d'un officier traitant, Johannes Leber, qui dirige le bureau N de la Gestapo, chargé de l'infiltration d'agents dans les organisations ennemies.



Georges Beyer, chef du Service B

Renvoyé en France, et après diverses péripéties, il prend contact avec les F.T.P. en zone sud et devient l'un des responsables interrégionaux F.T.P. à Lyon, chargé entre autres de la recherche des terrains de parachutage. A ce titre, il est amené à rencontrer de nombreux responsables de la Résistance communiste. Le 13 mai 1944, Barbie décide d'utiliser toutes les informations procurées par Iltis pour porter à la Résistance l'un de ses coups les plus durs avec l'arrestation de Jean Moulin à Caluire un an auparavant.

Au point où en sont nos connaissances de l'affaire, un certain nombre de questions se posent.

Pourquoi, alors que la direction communiste savait où était Iltis, a-t-il fallu attendre l'arrestation en novembre 1946 et l'interrogatoire de son officier traitant, Leber, pour qu'Iltis soit inquiété puis arrêté ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que le P.C.F. n'a rien fait pour que ce traître paie sa dette comme le souhaitent les résistants qui avaient été victimes de sa trahison.

Si Iltis travaillait uniquement pour la Gestapo, pourquoi l'avoir ménagé dans un premier temps ? Et surtout pourquoi, dans un second temps, avoir « liquidé » (ou fait « liquider ») tous ceux qui s'étaient occupés de retrouver sa trace ? Faut-il aller jusqu'à poser l'hypothèse qu'Iltis a travaillé pour la Gestapo sur ordre du Komintern — cas qui ne serait sûrement pas unique, voir l'exemple Valtin (2) ? Rappelons que, selon ses dépositions à la justice militaire, Iltis a déclaré avoir pris contact avec la Gestapo au début de 1943 à Montpellier mais a souligné qu'il conservait une liaison avec les filières du Komintern et qu'il les avait prévenues de son travail pour la Gestapo. Il déclare aussi avoir rencontré en octobre 1943 un responsable des filières du Komintern qui lui aurait annoncé son entrée dans les F.T.P. Ce responsable était-il Georges Beyer ?

Faut-il enfin reprendre les déclarations de Charles Tillon pour qui la chute du C.M.Z.-zone sud pourrait ne pas être étrangère à des directives de Staline « de réduire au minimum le rôle militaire du Parti dans l'insurrection nationale en laissant les Alliés assumer au maximum les combats pour la pacification du territoire » (3) ? Serait-ce alors en mission commandée du Komintern, et non de la Gestapo, qu'Iltis aurait livré le C.M.Z. ?

Pourquoi enfin, après neuf années d'instruction, Iltis, incarcéré au fort de Montluc, a-t-il bénéficié en 1955 d'un non-lieu sous prétexte qu'il était en réalité de nationalité allemande ?

Autant de graves questions que pose le livre de Faligot et Kauffer.

Enfin, et pour une affaire qui touche de très près à Klaus Barbie, quand la justice militaire autorisera-t-elle l'ouverture du dossier Iltis ? Oui ou non, dans ce pays, va-t-on laisser les historiens faire leur travail et informer leurs contemporains, comme cela est déjà très largement acquis dans les grandes démocraties anglo-saxonnes ?

(2) Jan Valtin, haut cadre du P.C. allemand et du Komintern, pris par la Gestapo après 1933, reçut l'ordre du Komintern de travailler au service de la Gestapo.
(3) Charles Tillon : « On chantait rouge ».